

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 MARS 1928.

PROPOSITION DE LOI AMNISTIANTE CERTAINS CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VANDEN EYNDE (JEAN).

MESSIEURS,

Lorsque l'ordre est rétabli et consolidé, il est de tradition chez les peuples civilisés d'oublier le crime des citoyens qui ont attenté à la sûreté de l'État.

Certes, pareil acte constitue une preuve de clémence et de générosité, mais surtout une preuve publique de la force du Pouvoir, de la solidité des institutions.

Telle est la raison principale de l'amnistie en matière pénale.

Étant donné que chez nous le problème de l'amnistie agite l'opinion publique et que des idées erronnées ont été répandues à ce sujet, il nous semble nécessaire et opportun pour dissiper les équivoques et des malentendus de rappeler au début de ce rapport, le texte de Georges Vidal (3), sur la définition et la portée de l'amnistie :

« L'amnistie, consistant dans l'oubli du fait délictueux, efface rétroactivement la condamnation et l'incrimination même de l'acte à l'occasion duquel cette condamnation était intervenue.

» L'amnistie, autrefois accordée par le souverain, roi ou empereur, l'est aujourd'hui plus rationnellement par une loi; elle porte en effet atteinte à la loi en la rendant rétroactivement inapplicable aux faits amnistiés.

» Elle est généralement une mesure politique employée pour les crimes politiques ou de presse, pour certains délits fiscaux, ou contre le devoir militaire, etc. — Elle est en principe, générale, objective et non individuelle, en ce sens qu'elle s'applique ni à un délit particulier, ni à des individus déterminés, mais à un genre déterminé d'infraction quels qu'en soient les auteurs. — Toutefois, à raison de la souveraineté du législateur, rien ne s'oppose à ce

(1) Proposition de loi, n° 33 (1926-1927).

(2) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Vanden Eynde (J.) Van Dievoet, Vande Vyvere, Merlot, Souplit et Destrée.

(3) *Cours de Droit criminel et de Science pénitentiaire*, XI^e édit. Rousseau, Paris, 1924.

que l'amnistie soit accordée à un délinquant déterminé pour un fait particulier, soit d'une manière collective à toute une catégorie de délinquants à raison de certaines conditions réalisées dans leurs personnes, sans tenir compte de la nature des infractions commises » (pp. 742 et 743).

L'amnistie se distingue donc essentiellement de la grâce qui est, selon le même auteur, « la remise, par le chef de l'État, de l'exécution des peines prononcées par les tribunaux » et de la réhabilitation qui est « un acte judiciaire effaçant pour l'avenir et avec tous ses effets, la condamnation subie, remise par voie de grâce ou prescrite ».

Alors que la grâce repose sur la clémence, apanage du chef de l'État, et que la réhabilitation a pour but de récompenser et de constater officiellement la bonne conduite et l'amendement du condamné libéré, « l'amnistie est fondée uniquement sur des considérations d'opportunité politique ». Il s'ensuit que les motifs déterminants de l'amnistie résideront dans celui qui l'accorde non dans ceux qui en bénéficient. C'est aux condamnés de s'efforcer de mériter la grâce et d'obtenir la réhabilitation; c'est au pouvoir politique de juger de l'opportunité de l'amnistie.

Il est à noter que l'amnistie émanée du pouvoir législatif, enlève le caractère délictueux de l'acte et peut s'appliquer aux condamnés contradictoirement ou par contumace, alors que la grâce relevant du pouvoir exécutif, laisse subsister la condamnation et ses conséquences légales et ne couvre pas les condamnés par contumace.

* .

Examinons la position de la question en Belgique. Pendant l'occupation, un certain nombre de citoyens belges ont invoqué ou accepté l'aide des autorités allemandes pour des fins politiques. Ils furent qualifiés *activistes*. On compte parmi ceux-ci des wallons et des flamands. Les uns sont des hommes poussés par une idéologie mal fondée, mais désintéressée, d'autres des aventuriers méprisables; entre ces extrêmes, des délinquants, de caractères très divers.

Après l'armistice, les tribunaux belges les condamnèrent soit à la peine de mort ou à la détention perpétuelle, soit à 25, 20, 15, 10, 8, 5 ou moins de 5 ans de prison.

Nous ne pouvons incorporer ces condamnés dans une catégorie uniforme. Voyons :

a) Au point de vue des faits incriminés : Ils furent condamnés de façon diverse en vertu des articles 51, 52, 66, 104, 105, 109, 110, 115, 117 (modifié par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916) et 118^{bis} (arrêté-loi du 8 avril 1917) du Code pénal.

Un grand nombre fut condamné uniquement en vertu de l'article 118^{bis} pour avoir « méchamment servi la politique ou les desseins de l'ennemi, participé à la transformation par l'ennemi d'institutions ou organisations légales, ébranlé en temps de guerre la fidélité des citoyens envers le Roi et l'État ».

Certains uniquement en vertu de l'article 115 pour avoir fourni à l'ennemi des secours en hommes;

b) Un certain nombre d'activistes restés en Belgique expièrent leur peine. D'autres se sont réfugiés en Hollande, en Allemagne ou ailleurs. Ils furent condamnés par contumace.

Certains de ces activistes et leurs amis réclament l'amnistie comme une mesure de justice et de réhabilitation. Ils se glorifient de leurs actes et accusent la justice belge de les avoir condamnés sans droit et sans raison.

Nous répudions cette attitude de la façon la plus formelle. Tout en estimant le moment opportun pour décréter l'amnistie, nous n'entendons accuser ou incriminer en aucune façon la justice de notre pays.

Au contraire, nous estimons, avec M. Van Cauwelaert, que « la rigueur exceptionnelle avec laquelle les pouvoirs publics ont l'habitude de sévir en temps de guerre ou de révolution pour réprimer toute atteinte à la sécurité et à l'ordre intérieur de l'État, trouve son contre-poids naturel dans la générosité avec laquelle les suites des condamnations et des mesures disciplinaires sont effacées dès que le danger a disparu et cette tradition honore et renforce le pouvoir qui sait en user sans prévention ».

Nous constatons, en outre, le fait qu'une grande partie de l'opinion réclame l'amnistie.

Pourquoi réclame-t-on l'amnistie? Pourquoi ces vœux, ces pétitions, ces efforts?

Dans son livre : *Wallons et Flamands* (pp. 143 et suiv.), M. Destree a développé de façon très judicieuse, la manière de voir des populations wallonnes (1).

Ce mouvement pour l'amnistie en Flandre a été décrit et analysé avec compétence par notre collègue, M. Rubbens, dans la *Revue Catholique des Idées et des Faits* du 3 décembre 1926.

Voici les principaux passages de cet article (cfr. 6^{bis}) :

Pourquoi réclame-t-on l'amnistie?

Qui réclame en Flandre l'amnistie pour les condamnés politiques?

Évidemment les *frontistes*, dont le parti est fondé sur l'antithèse Flandre-Belgique, et qui glorifient les activistes comme leurs précurseurs.

(1) Rappelons ici une lettre très frappante que S. Em. le Cardinal Mercier écrivit à la *Libre Belgique*, le 29 décembre 1918 :

« MONSIEUR LE DIRECTEUR,

» Dans un très bon article de la *Libre Belgique*, vous vous demandez à quelle catégorie de fonctionnaires il faut tenir rigueur.

» J'ai été heureux de vous voir traiter cette question délicate. Que l'on admire ceux qui ont poussé la résistance jusqu'à l'héroïsme, c'est parfait ; mais il serait injuste de condamner ou même de blâmer ceux qui, fidèles à la ligne de conduite tracée par notre Gouvernement, n'ont point manqué à leur devoir.

« Certains employés subalternes des Ministères, avec l'approbation ou sur le conseil de personnes qu'ils étaient en droit de considérer comme autorisées, sont restés en fonction. J'en connais. Ils ont agi consciencieusement. On leur avait dit que, sans s'écarter des instructions du Havre, ils auraient ainsi l'occasion de surveiller les menées activistes et, dans une certaine mesure, de les enrayer.

» Les ouvriers qui ont préféré mourir de faim que de signer un contrat de travail au profit de l'ennemi, sont des héros, mais ceux que l'épuisement physique a finalement fait fléchir ne sont pas des coupables.

» De tout quoi je conclus avec vous, Monsieur le Directeur, que si l'on fait bien de poursuivre les traîtres, il faut examiner froidement, un à un, tous les cas douteux et se garder d'encourager la pratique du patriotisme sans péril sur le dos d'autrui. »

De même les *nationalistes flamands* de toute nuance, non inféodés au parti frontiste, mais qui ne considèrent l'activisme que comme une manifestation plus ou moins bien inspirée de l'idéalisme flamand.

Mais l'amnistie est réclamée aussi par un nombre beaucoup plus considérable de *Flamands non nationalistes*, qui ne veulent nullement réhabiliter l'activisme : que ses chefs les plus autorisés ont réprouvé et combattu avec vigueur, mais qui estiment qu'il est plus que temps que le chapitre des fautes de la guerre soit clos par une amnistie.

Signalons à ce propos l'exemple du *Katholieke Vlaamsche Landsbond* qui réclame l'amnistie depuis plusieurs années.

L'assemblée générale du *Davidfonds*, la plus importante société littéraire flamande, dont la modération est connue, vota à deux reprises (en 1924 et en 1926) une motion demandant le dépôt d'un projet de loi accordant l'amnistie générale aux anciens combattants et aux condamnés politiques.

Plus caractéristiques encore sont les votes identiques de très nombreux *conseils communaux* des Flandres (1).

Quant aux *conseils provinciaux*, ceux d'Anvers, du Limbourg et de la Flandre occidentale ont voté une motion d'amnistie. En Flandre orientale ce vote ne fut esquivé que grâce à la question préalable. Au conseil provincial du Brabant que par la clôture précipitée de la session. Mais il est notoire que la très grande majorité des *conseillers provinciaux des cinq provinces flamandes* est acquise à l'idée de l'amnistie générale.

. . .

Les manifestations pour l'amnistie se font de plus en plus nombreuses. Il est vrai qu'elles sont le fait d'une minorité et qu'elles revêtent d'ordinaire un caractère extrémiste ou exalté. Elles constituent d'ailleurs dans les mains de leurs promoteurs un moyen d'agitation politique.

L'été dernier le pèlerinage aux tombeaux des soldats flamands de l'Yser, réunit à Dixmude des dizaines de milliers de Flamands, dont la majorité nullement nationaliste. L'amnistie des condamnés politiques y fut réclamée sans aucune protestation.

Voilà encore des faits.

Mais à côté de ceux-là existe un autre fait bien plus important : en dehors de ces manifestations le sentiment pour l'amnistie se répand de plus en plus en Flandre (2).

Ce sentiment n'implique ni approbation de l'activisme, ni adhésion à une théorie politique extrémiste quelconque.

Mais il est fait :

- « a) De générosité et de charité à l'égard des condamnés ;
- » b) De sympathie pour la personne d'un certain nombre de condamnés dont

(1) C'est par centaines que les vœux pour l'amnistie, votés par les conseils communaux du pays flamand, — *Kath. Vlaamsche Verbond*, *V. O. S.*, etc. — sont parvenus au bureau de la Chambre. (*Note du Rapporteur.*)

(2) Lors du mariage du Prince Léopold et de la Princesse Astrid de très nombreux vœux pour l'amnistie leur ont été adressés. Une importante partie de la presse flamande s'est associée à ces vœux. La grâce accordée uniquement aux condamnés à trois mois de prison causa une grande désillusion.

quelques-uns furent, en dehors de leur faute politique, des hommes de grand mérite et d'une vie exemplaire;

- » c) De solidarité racique flamande, en dehors de toute considération politique;
- » d) Enfin et surtout du ressentiment provoqué par le fait indéniable que de tous les Belges qui ont commis des fautes pendant la guerre, seuls les flamingants ont été poursuivis et condamnés avec rigueur. »

Dans cette dernière affirmation il y a quelque exagération, mais l'impression est très répandue que les opinions linguistiques de certains délinquants les ont fait condamner avec plus de rigueur.

Quel est le nombre de condamnés pour délits politiques?

Voici ce que nous communique à ce sujet le Département de la Justice :

D'après de nouveaux renseignements, 267 condamnations ont été prononcées depuis l'armistice, soit du chef d'infractions aux articles 104, 105, 109, 110 ou 118^{bis} du Code pénal (art. 1^{er}, litt. a, de la proposition de loi), soit pour infractions à l'article 118^{bis}, en concours avec une infraction à l'article 115, § 4, ou à l'article 118^{bis} du même Code (art. 1^{er}, litt. b, de la proposition de loi).

De ces condamnations, 226 ont été prononcées par les Cours d'assises (165 par contumace et 61 contradictoirement) et 41 par les juridictions militaires (1 par défaut et 40 contradictoirement).

ETUDE DE LA PROPOSITION

La proposition de loi signée par des représentants des trois fractions politiques fut admise, le 7 avril 1927 dans les sections par 85 voix contre 54 et 18 abstentions et le principe n'a guère rencontré une opposition au sein de la section centrale.

Mais les objections surgissent dès qu'il faut une formule concrète, appropriée n'accordant l'amnistie que pour les délits politiques.

Les auteurs de la proposition ont prévu la difficulté; il n'ont pu formuler un texte adéquat qui fasse une démarcation rigoureuse entre les condamnés politiques et ceux qui condamnés en vertu des mêmes dispositions du Code pénal le furent pour des motifs non politiques; notre Code pénal n'établissant pas clairement cette distinction.

La proposition Van Cauwelaert n'ayant d'autre critère se base sur ce principe :

Par le litt. a de l'article 1^{er}, elle accorde l'amnistie générale aux infractions politiques, notamment aux infractions prévues par les articles 104, 105, 109, 110 et 118^{bis}. Ce dernier article 118^{bis} a été promulguée par le Gouvernement de Sainte-Adresse sous la forme d'arrêté-loi et vise spécialement l'action politique durant la guerre.

Mais le litt. b de l'article 1^{er} accorde aussi l'amnistie aux condamnés politiques de l'article 118^{bis}, même lorsqu'ils ont été condamnés concurremment, soit pour le concours donné à l'ennemie, soit pour dénonciation à l'ennemie, infractions aux articles 115, § 4, 117 et 121^{bis} du Code pénal et le litt. c accorde aussi pour les infractions aux articles mentionnés, quand elles n'ont pas été punies de peines privatives de la liberté pour une durée de plus de trois ans.

Personne ne contestera la nécessité de distinguer les délinquants qui ont obéi à des motifs déhonorants, infamants, aux bas instincts de l'égoïsme, — de ceux qui invoquent des mobiles d'un ordre idéologique, linguistique ou politique. « Leur révolte contre le pays, disent les auteurs, a été surtout le fruit d'un idéalisme aveugle, et nous estimons que l'article 118^{bis} est la pierre de touche pour faire le départ des condamnés politiques et des autres. »

Certains membres de la section centrale pensent que ce critère n'a pas une valeur absolue, et dans le but très louable de faire disparaître les difficultés de discrimination entre les crimes politiques et ceux dits de droit commun, un texte subsidiaire fut déposé, le voici :

*Proposition de loi édictant des mesures exceptionnelles
à l'égard des crimes et délits*

« se rattachant aux circonstances de la guerre et de l'occupation » (1).

1) — Outre les pouvoirs qui lui sont accordés par l'article 73 de la Constitution, le Roi pourra, sur la proposition du Conseil des Ministres, prendre à l'égard des condamnés, contradictoirement ou *par contumace* (2), pour crimes et délits se rattachant aux circonstances de la guerre ou de l'occupation, *telles mesures individuelles que de conseil*.

En tous cas, les peines privatives de la liberté (3) cesseront leurs effets le 11 novembre 1928 (4), à moins que le Roi, sur la proposition du Conseil des Ministres, n'en ait décidé autrement (5) pour certains condamnés.

2) — Après la promulgation de la présente loi, aucune poursuite ne sera commencée ou continuée pour les dits crimes ou délits, l'action devant être considérée comme prescrite, même s'il existe des actes interruptifs (6).

3) — Quant aux condamnés par contumace, les peines privatives de la liberté seront prescrites dix ans après les faits. Il leur sera néanmoins permis de renoncer à cette prescription et de demander, par requête adressée au Ministre de la Justice, à être jugés. Dans ce cas, ils comparaitront librement devant leur

(1) Cette rédaction établit la discrimination nécessaire entre les crimes dits politiques et ceux dits de droit commun. La proposition ne s'applique pas aux assassins, meurtriers, voleurs, faussaires, incendiaires, etc.

(2) L'on peut croire à première vue que cet article est inutile. Or, la grâce ne peut être accordée actuellement que pour des condamnations passées en force de chose jugée. L'article étend cette possibilité aux contumaces. Il élargit aussi de façon illimitée, la notion de la grâce.

(3) Peines privatives de la liberté, c'est-à-dire la détention perpétuelle, les travaux forcés, l'emprisonnement et par assimilation, la peine de mort.

(4) Disposition qui est la sanction du § I de l'article 1^{er}. Dix ans après l'armistice, les portes des prisons seront ouvertes, sans autre procédure.

(5) La fin de ce paragraphe est destinée à répondre à l'objection que ces libérations pourraient profiter à des coupables particulièrement odieux. Dans ce cas, le Gouvernement pourra s'y opposer.

(6) L'article 2 est une application de droit commun un peu élargie dans le but de ne plus avoir à instruire et à juger de nouvelles affaires de ce genre.

juge et après jugement, pourront, éventuellement bénéficier de l'article premier ci-dessus ⁽¹⁾.

4) — Les dispositions qui précèdent aux articles 2 et 3 ne s'appliquent qu'aux peines privatives de la liberté. Elles ne peuvent donner lieu à une restitution quelconque au condamné de ses droits politiques, de ses titres ou décorations, de ses versements pour amendes, frais de réparations; elles ne peuvent non plus le dispenser de payer la totalité de ses condamnations pécuniaires.

5) — La condamnation reste inscrite au casier judiciaire avec la mention prescrite ⁽²⁾.

Cette proposition qui élargit d'une façon illimitée la notion de grâce, présente l'avantage de clôturer l'ère de la répression pour fait de guerre et permet de prendre des mesures de clémence à l'égard des condamnés par contumace, ne recueillit pas la majorité et la section centrale adopta par 4 voix contre 2 et 1 abstention le litt. a de l'article 1^{er}, qui consacra l'amnistie pour faits politique et libellé comme suit :

« Pour les infractions prévues aux articles 104, 105, 109, 110 et 118^{bis} du Code pénal et commises avant le 4 août 1919. »

La discussion des articles précisa la divergence de vue des membres Le litt. a de l'article 1^{er} accordant l'amnistie aux délits politiques fut adopté par 4 voix contre 2 et 1 abstention.

A l'examen des litt. b et c de l'article 1^{er} concernant les actes de collaboration avec l'ennemi et de dénonciation, un membre propose de remplacer ces litt. b et c par le texte de la proposition subsidiaire ci-dessus.

D'après l'honorable membre, cette combinaison offre le double avantage :

1° De maintenir pour les infractions politiques le principe même de la proposition de loi et le texte de l'en-tête;

2° De permettre d'exclure de l'amnistie, les cas particulièrement odieux de dénonciation ou de collaboration avec l'ennemi.

Cet amendement fut repoussé par 3 voix contre 3 et 1 abstention.

Il en fut de même pour les litt. b et c de l'article 1.

Il en résulte que l'article 1^{er} de la proposition est réduit au texte du litt. a.

ART. II. — Stipulant que les chambres du conseil ou de mise en accusation peuvent déclarer l'action publique éteinte, sous les conditions prévues. — *Adopté.*

ART. III, IV, V. — Limitent les effets de l'article 1^{er}. En effet, l'amnistie : 1° ne restitue pas au condamné, les décorations, titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont il aura été privé; 2° ne peut être opposée ni aux droits de

(1) L'article 3, en étendant exceptionnellement la notion de la prescription, a pour but d'éviter de nouvelles discussions. Toutefois ce désir ne peut aller jusqu'à priver de justice, les condamnés qui se prétendent innocents. Ceux-là pourront donc demander à être jugés, ne fut-ce que pour les condamnations accessoires aux peines privatives de liberté. Mais ils seront pas détenus préventivement.

(2) Cet article est clair. Il limite la portée de la loi, de façon à enlever tout argument à ceux qui prétendent qu'on veut réhabiliter des traîtres. Il met sur un pied d'égalité les contumaces qui n'ont rien payé et les condamnés qui ont acquitté en tout ou partie les amendes, frais ou réparations.

l'État ni à ceux de tiers ; 3° ne s'applique ni aux étrangers, ni aux Belges qui ont occupé un emploi public dans un pays ex-ennemi. — *Adopté.*

La section centrale adopte par 4 voix contre 3 l'ensemble de la proposition de loi, dont l'article 1^{er} est limité au litt. a.

Conclusion. — Les membres de la section centrale sont unanimes pour déclarer qu'il faut prendre certaines mesures de clémence non seulement à l'égard des condamnés contradictoirement mais également à l'égard des condamnés par contumace, personne ne désirant rouvrir encore les débats irritants qui troublent l'opinion publique et l'ordre social.

Seulement devant les diversités des cas et la difficulté d'établir une discrimination nette entre les crimes dits politiques et ceux dits de droit commun, les uns inclinent à l'idée d'élargir le droit de grâce, les autres estiment que dix ans après l'armistice et devant la mesure inégale des jugements prononcés, il faut non une grâce élargie mais la faveur de l'amnistie. En outre, le pays ne peut trouver meilleure occasion pour donner une preuve publique de sa force morale et de sa puissance.

Le Parlement décidera. Une solution urgente s'impose. Nous convions la Chambre à faire œuvre de clémence, d'apaisement social et de perspicacité politique.

Le Rapporteur,

VAN DEN EYNDE (JEAN).

Le Président,

EM. TIBBAUT.

NOTE DE LA MINORITÉ

Le rapport de notre collègue précise très justement le sens de l'amnistie : c'est la déclaration par le pouvoir législatif que les crimes amnistiés n'ont pas existé comme tels.

Malgré notre désir d'oubli, nous ne pouvons adhérer à une formule aussi absolue, aussi contraire à la vérité historique. Pour nous, les crimes commis pendant la guerre, quel qu'ils soient, ont été commis et ne peuvent être amnistiés. Pour nous, toutes les défaillances de cette période troublée sont passibles actuellement de pardon, sans reprendre l'examen et la discussion des cas particuliers, sans distinguer les crimes à aspect politique des autres.

Toute mesure qui aura pour effet de faire disparaître l'irritation engendrée par ces condamnations dans certains milieux, à enlever tout prétexte à une agitation hostile à l'idée nationale aura notre adhésion parce qu'elle sera le signe de la clémence qui convient aux pouvoirs forts et enlèvera aux éléments anti-nationaux tout prétexte à se dire persécutés.

J. DESTRÉE.

J. MERLOT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 MAART 1928.

Wetsvoorstel tot verleening van amnestie voor sommige misdaden en wanbedrijven gepleegd tegen de veiligheid van den Staat ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER VAN DEN EYNDE JAN).

MIJNE HEEREN,

Wanneer de orde hersteld en bevestigd is, dan ligt het in de traditie bij de beschaafde volkeren de misdaad van de burgers, die de veiligheid van den Staat hebben in gevaar gebracht, te vergeten.

Dat is voorzeker een bewijs van goedheid en van edelmoedigheid, maar het is vooral een openbaar bewijs van de macht van den Staat, van de hechtheid zijner instellingen.

Dit is de hoofdrede van de amnestie in strafzaken.

Daar bij ons het vraagstuk van de amnestie de openbare meening heeft in beroering gebracht en er daaromtrent verkeerde gedachten werden verspreid, vinden wij het noodig en gepast, om misverstand en dubbelzinnigheid te vermijden, in den aanvang van dit verslag den tekst aan te halen van Georges Vidal ⁽³⁾ over de bepaling en de draagkracht van amnestie :

« Door amnestie, die bestaat in het vergeten van het misdadig feit, wordt met terugwerkende kracht de veroordeeling en de beschuldiging zelf van de daad ongedaan gemaakt, op grond van dewelke deze veroordeeling was uitgesproken.

» De amnestie, welke vroeger werd verleend door den vorst, koning of keizer, wordt thans meer rationeel verleend bij eene wet; zij maakt inderdaad inbreuk op de wet door haar retroactief ontoepasselijk te maken op de geamnestieerde daden.

» Zij is over het algemeen een politieke maatregel, gebruikt voor de politieke misdrijven op de persdelicten, voor sommige fiskale misdrijven, of tegen den

⁽¹⁾ Wetsvoorstel nr 53 (1926-1927).

⁽²⁾ De *Middenafdeeling*, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Van den Eynde (J.), Van Dievoet, Van de Vyvere, Merlot, Souplit en Destrée.

⁽³⁾ *Cours de Droit Criminel et de Science pénitentiaire*, XI^e druk, Rousseau, Parijs, 1921.

militairen dienstplicht, enz. — Zij is in beginsel algemeen, objectief en niet individueel, met dien verstande dat zij niet van toepassing is op een particulier misdrijf, niet op bepaalde personen, maar op een bepaald soort van misdrijf welke daarvan ook de daders zijn.

Evenwel, op grond van de soevereiniteit van den wetgever, kan niets beletten dat amnestie verleend wordt hetzij aan een bepaalden overtreder voor een bijzonder feit, hetzij op collectieve wijze aan eene gansche categorie van overtredders op grond van zekere voorwaarden die in hun persoon aanwezig zijn, zonder rekening te houden met den aard van de misdrijven. » (Blz. 742 en 743).

De amnestie is dus uiteraard te onderscheiden van de genade die, volgens denzelfden auteur, is : « de kwijtschelding, door het hoofd van den Staat, van de uitvoering der door de rechtbanken uitgesproken straffen » en van het « eerherstel » dat is « eene rechterlijke daad die voor de toekomst de ondergane veroordeeling, met al hare gevolgen, kwijtscholden door genade of verjaard, ongedaan maakt. »

Waar de genade steunt op goedertierenheid, die behoort aan het hoofd van den Staat, en de herstelling in eer en rechten voor doel heeft het goed gedrag en de verbetering van den in vrijheid gestelden veroordeelde te beloonen en officieel te erkennen, « steunt de amnestie uitsluitend op beschouwingen van politieke opportuniteit ». Daaruit volgt, dat de beslissende gronden van alle amnestie bij dengene liggen die ze toestaat, en niet bij degenen op wie ze wordt toegepast. De veroordeelden zelf moeten trachten de genade te verdienen en hun rehabilitatie te bekomen; de politieke macht moet oordeelen over de opportuniteit van de amnestie.

Men dient op te merken dat de amnestie, uitgaande van de wetgevende macht, het strafwaardig karakter van de handeling wegneemt, en kan toegepast worden op de veroordeelden op tegenspraak of bij verstek, als wanneer de genade, die afhangt van de uitvoerende macht, de veroordeeling en hare wettelijke gevolgen laat bestaan, en de bij verstek veroordeelden niet dekt.

* * *

Onderzoeken wij nu den stand van het vraagstuk in België. Gedurende de bezetting, heeft een zeker getal Belgische burgers de hulp van de Duitsche overheid ingeroepen of aanvaard met politieke doeleinden. Zij werden *activisten* genoemd. Men telt onder hen Walen en Vlamingen. De eenen waren mannen die zich door een verkeerd gegronde, maar belanglooze ideologie lieten leiden, anderen waren verachtelijke avontuurzoekers; tusschen deze uitersten, overtredders, van zeer verscheiden aard.

Na den wapenstilstand, hebben de Belgische rechtbanken ze veroordeeld hetzij tot de doodstraf of tot levenslange hechtenis, hetzij tot 25, 20, 15, 10, 8, 5 of minder dan 5 jaar gevangenisstraf.

Wij kunnen deze veroordeelden niet in eene eenvoudige categorie rangschikken. Inderdaad :

a) Onder oogpunt van de ten laste gelegde feiten : zij werden op verschillende wijze veroordeeld krachtens de artikelen 51, 52, 66, 104, 105, 109, 110, 115, 117 (gewijzigd door het besluit-wet van 11 October 1916) en 118^{bis} (besluit-wet van 8 April 1917) van het Strafwetboek.

Velen werden uitsluitend veroordeeld krachtens artikel 118^{bis} om « op kwaadwillige wijze de politiek of de inzichten van den vijand te hebben gediend, deelgenomen te hebben aan de hervorming door den vijand van wettelijke instellingen of inrichtingen, in oorlogstijd de getrouwheid van de burgers tegenover Koning en Staat aan 't wankelen te hebben gebracht ».

Sommigen uitsluitend op grond van artikel 115, om aan den vijand hulp in manschappen te hebben verschaft;

b) Een zeker getal activisten, in België gebleven, hebben hunne straf uitgeboet. Anderen hebben naar Holland, Duitschland of naar elders de wijk genomen. Zij werden bij verstek veroordeeld.

Sommige van deze activisten en hunnen vrienden eischen amnestie als een maatregel van rechtvaardigheid en eerherstel. Zij gaan trotsch op hunne daden en verwijten het Belgisch gerecht hen zonder recht en zonder reden te hebben veroordeeld.

Deze houding keuren wij op de meest nadrukkelijke wijze af. Al zijn wij van meening dat het gepaste oogenblik daar is om amnestie te verleenen, willen wij in geen deele het gerecht van ons land beschuldigen of afkeuren.

Integendeel, met den heer Van Cauwelaert zijn wij van oordeel dat « de bijzondere strengheid, met welke in tijden van oorlog of omwenteling de Openbare Macht pleegt op te treden om de veiligheid en de inwendige orde van het Staatsleven te vrijwaren tegenover iederen aanslag, haar natuurlijk evenwicht vindt in de bereidwilligheid met welke de latere gevolgen van de uitgesproken straffen en tuchtmaatregelen worden weggenomen, zoodra het gevaar voor den Staat verdwenen is en deze traditie strekt tot eer maar evenzeer tot voordeel van de macht die ze met onbevangenheid toepast. »

Wij stellen bovendien vast, dat een groot deel van de bevolking amnestie vraagt.

Waarom vraagt men amnestie? Waarom deze wenschen, deze verzoekschriften, die gansche beweging?

In zijn boek : *Wallons et Flamands* (blz. 143 en volgende), heeft de heer Jules Destrée zeer terecht, de zienswijze uiteengezet van de vlaamsche ingezetenen ⁽¹⁾.

(1) Wij willen hier den treffenden brief aanhalen dien Z. Em. Kardinaal Mercier, op richte tot *La Libre Belgique*, op 29 December 1918 :

« MONSEIGNEUR LE DIRECTEUR,

» Gij vraagt u af, in een zeer goed artikel van *La Libre Belgique*, tegen welke categorie van ambtenaren met strengheid moet worden opgetreden.

» Het deed mij genoegen te zien dat gij deze kiesche kwestie behandelt. Dat men degene bewondere die den tegenstand tot heldhaftigheid hebben doorgedreven, dat is uitstekend, maar het zou onbillijk zijn degenen die, getrouw van de gedragslijn hun door onze Regeering voorgeschreven, aan hun plicht niet zijn te kort gekomen, te veroordeelen of zelfs maar te laken.

» Zekere lagere bedienden van de ministeries zijn, met de goedkeuring of op aanraden van personen die zij het recht hadden te beschouwen als daartoe gemachtigd, in functie gebleven. Ik ken er zoo, zij hebben volgens hun geweten gehandeld. Men had hun gezegd dat, zonder af te wijken van de onderrichtingen van Le Havre, zij aldus de gelegenheid zouden hebben de activistische drijfverijen te controleeren en ze in eene zekere mate te dwarsboomen.

» De werklieden, die liever stierven dan een arbeidscontract te teekenen ten voordeele

De beweging ten voordeele van de amnestie in Vlaanderen werd met bevoegdheid door onzen collega, den heer Rubbens, beschreven in de *Revue Catholique des Idées et des Faits* van 3 December 1926.

Il laat hier de voornaamste passagen van dit artikel volgen (cfr. 6^{bis}) :

Waarom vraagt men amnestie?

Wie in Vlaanderen vraagt amnestie voor de politieke gevangenen?

Natuurlijk de *frontisten*, wier partij steunt op de tegenstelling Vlaanderen-België, en die de activisten als hunne voorgangers huldigen.

Eyeneens de *Vlaamsche nationalist*en van alle kleur, die niet ingelijfd zijn bij de frontpartij, maar het activisme slechts beschouwen als een min of meer goed ingegeven uiting van het Vlaamsch idealisme.

Doch amnestie wordt ook nog gevraagd door een veel aanzienlijker getal *Vlamingen die geen nationalist*en zijn; dezen willen grenzins het activisme in eere herstellen, hunne meest gezaghebbende leiders hebben het afgekeurd en krachtadig bestreden, maar zij zijn van gevoelen dat het hoog tijd is om het hoofdstuk der oorlogsfouten met amnestie af te sluiten.

En hier wijzen wij op den *Katholieken Vlaamschen Landsbond* die sedert tal van jaren Amnestie eischt.

Het *Davidfonds*, de sterkste Vlaamsche letterkundige vereeniging, gekend om hare bezadigdheid, stemde tweemaal in algemeene vergadering (in 1924 en in 1926) eene motie waarbij gevraagd werd dat een wetsontwerp zou worden neergelegd tot het verleen van algemeene amnestie voor de oudstrijders en de politieke veroordeelden.

Meer kenschetsend nog zijn de stemmingen op dat gebied van *talrijke gemeenteraden* in Vlaanderen (1).

Wat de *Provinciale Raden* betreft, die van Antwerpen, van Limburg en van West-Vlaanderen hebben eene motie voor amnestie goedgekeurd. In Oost-Vlaanderen werd de stemming daarover slechts geweerd door middel van de voorafgaande quaestie; in den provincialen raad van Brabant, slechts door de overijde sluiting van den zittijd. *Het is echter bekend, dat de overgrootste meerderheid van de provinciale raden der vijf Vlaamsche provinciën voor de algemeene amnestie gewonnen is.*

*
* *

De betoogingen ten voordeele van amnestie worden hoe langer zoo talrijker. Weliswaar, gaan zij uit van eene minderheid en dragen zij gewoonlijk den stempel

van den vijand, zijn helden, maar degenen die onder lichamelijke uitputting ten slotte hebben toegegeven, zijn geene schuldigen.

» Uit dit alles besluit ik met U, heer Directeur, dat, zoo men wel doet de verraders te vervolgen, men met een kalm hoofd een voor een al de twijfelachtige gevallen moet onderzoeken en wel vermijden, het gebruiken van het patriotisme zonder gevaar op den rug van anderen niet aan te moedigen. »

(1) Bij honderden zijn de wenschen voor amnestie, gestemd door de gemeenteraden van het Vlaamsche land — Kath. Vlaamsch Verbond, V. O. S., enz. — op het Bureel der Kamer toegekomen (*Nota van den Verslaggever*).

van extremisme en van geprikkelde geesten. In de handen van hunne aanleggers, zijn zij trouwens een middel tot politieke beroering.

Laatstleden Zomer, bracht de bedevaart aan de graven der Vlaamsche soldaten van den IJzer, te Diksmuide, tienduizenden Vlamingen bijeen, waarvan de meerderheid geenszins nationalistes waren. Zonder eenig protest werd, daar ook amnestie voor de politieke gevangenen gevraagd.

Dit zijn nogmaals feiten.

Doch benevens deze feiten, rijst er nog een ander feit dat van veel grooter belang is, namelijk, dat, buiten deze betoogingen *het gevoelen voor amnestie meer en meer in Vlaanderen veld wint* ⁽¹⁾.

En dit gevoelen besluit in zich noch goedkeuring van het activisme, noch de toetreding tot welkdanig stelsel ook van politiek extremisme.

Dit gevoelen spruit voort uit :

- « a) Mildheid en liefdadigheid voor de veroordeelden ;
- » b) Sympathie voor den persoon van een zeker getal veroordeelden onder wie sommigen, buiten hun politieke misgreep, mannen waren van groote verdienste en van een voorbeeldig leven ;
- » c) Vlaamsche ras-solidariteit buiten alle politieke beschouwing om ;
- » d) Ten slotte en vooral, uit den wrok die werd verwekt door het onloochenbare feit dat onder al de Belgen die tijdens den oorlog misgrepen begingen, alleen de flaminganten met strengheid werden vervolgd en veroordeeld. »

In deze laatste bewering ligt eenige overdrijving, doch de indruk is zeer verspreid, dat de taalmeeningen van sommige overheden een reden waren om dezelve strenger te veroordeelen.

Welk is het getal veroordeelden wegens politieke misdrijven?

Desbetreffende, verklaart ons het Departement van Justitie :

Volgens nieuwe inlichtingen, werden, sedert den wapenstilstand, 267 veroordeelingen uitgesproken, hetzij wegens overtreding van de artikelen 104, 105, 109, 110 of 118^{bis} van het Strafwetboek (art. 1, litt. a, van het wetsvoorstel), hetzij wegens overtreding van artikel 118^{bis} tegelijk met eene overtreding van artikel 115, § 4, of van artikel 118^{bis} van hetzelfde Wetboek (art. 1, litt. b, van het wetsvoorstel).

Van deze veroordeelingen, werden 226 uitgesproken door de Assisenhoven (165 bij verstek en 61 op tegenspraak) en 41 door de Militaire rechtsmachten (1 bij verstek en 40 op tegenspraak).

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

Het wetsvoorstel, onderteeekend door de vertegenwoordigers van de drie politieke partijen, werd op 7 April 1927 aangenomen door de afdeelingen met

⁽¹⁾ Bij het huwelijk van Prins Leopold met Prinses Astrid, werden hun talrijke wenschen voor amnestie toegezonden. Een aanzienlijk gedeelte van de Vlaamsche drukpers heeft zich bij deze wenschen aangesloten. De genade die enkel werd verleend aan veroordeelden tot drie maanden gevangenisstraf, heeft groote ontgoocheling verwekt.

85 tegen 54 stemmen en 18 onthoudingen en in de Middenafdeeling kwam geen verzet tot uiting tegen het principe.

Doch er worden tegenwerpingen aangevoerd zoodra men tot eene concrete passende formule wil komen, waarbij de amnestie alleen voor politieke wanbedrijven wordt verleend.

De indieners van het voorstel hebben de moeilijkheid voorzien; zij hebben geen passenden tekst kunnen vinden, die een nauwkeurig onderscheid maakte tusschen de politieke veroordeelden en die welke krachtens dezelfde bepalingen van het Wetboek van Strafrecht veroordeeld werden om redenen van niet-politieke aard; ons Wetboek van Strafrecht maakt dienaangaande geen duidelijk onderscheid.

Het voorstel Van Cauwelaert, dat geen ander criterium heeft, steunt op dit principe :

Krachtens littera *a* van het eerste artikel, verleent het algemeene amnestie voor de politieke misdrijven, namelijk voor de misdrijven voorzien bij de artikelen 104, 105, 109, 110 en 118^{bis}. Dit laatste artikel 118^{bis} werd afgekondigd door de Regeering van Sainte-Adresse onder den vorm van eene besluit-wet en doelt voornamelijk op de politieke actie gedurende den oorlog.

Doch litt. *b* van het eerste artikel kent ook amnestie toe aan de politieke veroordeelden van artikel 118^{bis}, zelfs wanneer zij tegelijk veroordeeld werden hetzij wegens hulpverlening aan den vijand, hetzij wegens verklipping bij den vijand, — overtredingen van de artikelen 115, § 4, 117 en 121^{bis} van het Wetboek van Strafrecht — en litt. *c* kent ook amnestie toe voor de overtreding van vorenvermelde artikelen, wanneer zij niet gestraft werden met vrijheidsstraffen voor een duur van meer dan drie jaar.

Niemand zal de noodzakelijkheid betwisten van het onderscheid tusschen de veroordeelden die gehoorzaamden aan onteerende drijfveeren, aan de lage instincten van zelfzucht, en die welke drijfveeren van ideologischen of politieke aard inroepen, of liefde voor hunne taal.

« Hun opstand tegen het Land, schrijven de indieners van het voorstel, is vooral het gevolg van een blind idealisme, en wij vinden dat het artikel 118^{bis} den toetssteen is waarmede men de politieke veroordeelden van de anderen kan onderscheiden. »

Sommige leden van de middenafdeeling denken dat dit criterium geene absolute waarde heeft en, met het loffelijk doel de bezwaren weg te nemen van te onderscheiden tusschen de politieke misdaden en de zoogenaamde misdaden van gemeen recht, werd een subsidiaire tekst ingediend, luidende :

*Wetsvoorstel waarbij uitzonderlijke maatregelen worden uitgevaardigd
ten aanzien van de misdaden en wanbedrijven
« in verband met de oorlogs- of de bezettingsomstandigheden » (1).*

1) — Behalve de Hem bij artikel 73 der Grondwet verleende machten, kan de

(1) Deze tekst maakt het noodige onderscheid tusschen de zoogenaamde politieke misdaden en de zoogenaamde misdaden van gemeen recht. Het voorstel is niet toepasselijk op de moordenaars, dieven, valschmunters, brandstichters, enz.

Koning, op voorstel van den Ministerraad ⁽¹⁾, ten aanzien van de veroordeelden op tegenspraak of *bij verstek*, wegens misdaden en wanbedrijven in verband met de oorlogs- of de bezettingsomstandigheden, *die persoonlijke maatregelen nemen als raadzaam worden geacht*.

In ieder geval, zullen de vrijheidsstraffen ⁽²⁾ hun kracht van uitwerking verliezen vanaf 11 November 1928 ⁽³⁾, tenzij de Koning, op het voorstel van den Ministerraad, voor sommige veroordeelden er anders over beschikte ⁽⁴⁾.

2) — Na de afkondiging van deze wet, zal geene enkele vervolging worden aangevangen of voortgezet voor gezegde misdaden of wanbedrijven, daar de rechtsvordering moet worden aangezien als verjaard zijnde, zelfs indien er daden zijn welke de verjaring stuiten ⁽⁵⁾.

3) — Betreffende de bij verstek veroordeelden, verjaren de vrijheidsstraffen tien jaar na de feiten. Hun wordt echter vergund van deze verjaring af te zien en, bij verzoekschrift gericht aan den Minister van Justitie, te vragen om gevonnist te worden. In dit geval, zullen zij vrij vóór hun rechten verschijnen en, na het vonnis, in voorkomend geval, kunnen genieten van het bepaalde bij bovenstaand eerste artikel ⁽⁶⁾.

4) — De voorafgaande bepalingen bij de artikelen 2 en 3 zijn slechts van toepassing op de vrijheidsstraffen. Zij kunnen niet aanleiding geven tot teruggave aan de veroordeelden van zijn politieke rechten, van zijn titels of eere teekens, van zijn stortingen wegens boeten, herstellingskosten; zij kunnen hem evenmin ontslaan van de betaling van de algeheelheid zijner geldelijke veroordeelingen.

5) — De veroordeeling blijft op het strafregister geboekt met de voorgeschreven vermelding ⁽⁷⁾.

(1) Op eerste zicht kan men gelooven dat dit artikel overbodig is. De genade kan echter thans verleend worden voor veroordeelingen die kracht van gewijsde hebben. Het artikel breidt deze mogelijkheid uit tot de bij verstek veroordeelden. Het breidt ook op onbepaalde wijze het begrip der genade uit.

(2) Vrijheidsstraffen, d. i. de levenslange opsluiting, dwangarbeid, gevangenzetting en, bij gelijkstelling, de doodstraf.

(3) Bepaling welke de bekrachtiging is van § 1 van het eerste artikel. Tien jaren na den wapenstilstand, zullen de poorten der gevangenissen geopend worden, zonder verdere rechtspleging.

(4) Het einde van deze paragraaf is bestemd om te antwoorden aan de opwerping dat deze invrijheidstellingen ook aan bijzonder hatelijke schuldigen zouden ten goede komen. In dit geval, kan de Regeering er zich tegen verzetten.

(5) Artikel 2 is eene toepassing van gemeen recht die ietwat verruimd wordt, opdat men geene nieuwe zaken van dien aard meer zou moeten onderzoeken of vonnissen.

(6) Artikel 3 breidt het begrip der verjaring op uitzonderlijke wijze uit. Het doel is nieuwe besprekingen te vermijden. Nochtans mag dit verlangen niet zoover strekken dat de veroordeelden die beweren onschuldig te zijn van rechtspraak beroofd worden. Die zullen dus kunnen vragen om voor den rechter te verschijnen al ware het maar voor de veroordeelingen die ondergeschikt zijn aan de vrijheidroovende straffen. Noch, zij zullen niet in voorloopige bechtenis worden gehouden.

(7) Dit artikel is klaar. Het beperkt de draagwijdte van de wet op zulke wijze dat ieder argument ontnomen wordt aan die welke beweren dat men verraders eerherstel wil schenken. Het plaatst op denzelfden voet de bij verstek veroordeelden die niets betaald hebben en de veroordeelden die de boeten, kosten of schadeloosstellingen geheel of ten deele gekweten hebben.

Dit voorstel verruimt, op onbepaalde wijze, het begrip der genade. Het biedt het voordeel de periode der vervolging wegens oorlogsfeiten af te sluiten en laat toe genade maatregelen te nemen ten aanzien van de bij verstek veroordeelden. Het bekwaam echter de meerderheid niet en de middenafdeeling nam, met 4 tegen 2 stemmen en 1 onthouding, litt. a van het eerste artikel aan, die amnestie verleent voor politieke misdrijven en luidt als volgt :

« Voor de misdrijven voorzien bij de artikelen 104, 105, 109, 110 en 118^{bis} van het Wetboek van Strafrecht en gepleegd vóór 4 Augustus 1919; »

Bij de bespreking van de artikelen, bleek het dat de leden het niet eens waren. Litt. a van het eerste artikel, waarbij amnestie wordt verleend van de politieke wanbedrijven, werd aangenomen door 4 stemmen tegen 2 en 1 onthouding.

Bij het onderzoek van de litt. b en c van hetzelfde artikel, betreffende daden van medewerking met den vijand en van verklikking, stelt een lid voor deze litt. b en c te vervangen door den tekst van het vorenvermelde subsidiaire voorstel.

Naar het zeggen van het achtbaar lid, biedt deze combinatie het tweevoudig voordeel :

1^o Van het beginsel zelf van het wetsvoorstel en de hoofding er van te behouden voor de politieke misdrijven ;

2^o Van de bijzonder hatelijke gevallen van verklikking of van medewerking met den vijand van amnestie te laten uitsluiten.

Dit amendement werd afgewezen met 3 stemmen tegen 3 en 1 onthouding.

De litt. b en c van het eerste artikel ondergingen hetzelfde lot.

Daaruit volgt, dat het eerste artikel van het voorstel tot den enkelen tekst van litt. a is ingekort geworden.

ART. II. — Bepalende dat de Raadkamers of de Kamers van inbeschuldigingstelling de openbare rechtsvordering voor vervallen kunnen verklaren onder de voorziene voorwaarden. — *Aangenomen.*

ART. III, IV, V. — Beperken de uitwerking van artikel I. — Inderdaad, Amnestie : 1^o geeft aan den veroordeelde de hem ontnomen eeretekenen, titels, graden, openbare ambten, betrekkingen en bedieningen niet terug ;

2^o kan niet aangevoerd worden noch tegen de rechten van den Staat noch tegen die van derden ;

3^o is niet toepasselijk noch op de vreemdelingen noch op de Belgen die, in een vroeger vijandig land, een openbaar ambt hebben bekleed. — *Aangenomen.*

Het geheele wetsvoorstel, waarvan het eerste artikel tot de litt. a werd beperkt, werd aangenomen met 4 tegen 3 stemmen.

Besluit. — De leden van de middenafdeeling zijn het er over eens om te verklaren dat er sommige genade-maatregelen dienen genomen te worden, niet alleen ten aanzien van de op tegenspraak veroordeelde personen, maar insgelijks ten aanzien van de bij verstek veroordeelden, aangezien niemand meer verlangt de prikkelende debatten te heropenen, welke de openbare denkwijze en de sociale orde verstoren.

Echter, ten overstaan van de uiteenlopendheid der gevallen en de moeilijkheid een juiste lijn te trekken tusschen de zoogezegde politieke misdaden en die van

gemeen recht, neigen de eenen over naar de gedachte van het genaderecht te verruimen, de anderen zijn van gevoelen dat, tien jaren na den wapenstilstand en tegenover den ongelijken maatregel der gewezen vonnissen, er niet een verruimde genade, maar wel de gunst van amnestie noodzakelijk is. Daarenboven, kan het Land geen betere gelegenheid vinden om een openbaar bewijs te geven van zijn zedelijke kracht en van zijn hechtheid.

Het Parlement zal er over beslissen. Een dringende oplossing is geboden. Wij noodigen de Kamer uit een werk van begenadiging, van sociale bevrediging en van politiek doorzicht tot stand te brengen.

De Verslaggever,
JAN VAN DEN EYNDE.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.

MINDERHEIDSNOTA

In het verslag van onzen Collega wordt de beteekenis der Amnestie zeer nauwkeurig omschreven : het is de verklaring, vanwege de wetgevende macht, dat de geamnestieerden misdaden als zoodanig niet hebben bestaan.

Ondanks onze vergetensgezindheid, kunnen wij niet toetreden tot een formule zoo zeer onbeperkt en zoo zeer strijdend met de geschiedkundige waarheid. Onzes inziens, zijn de onder den oorlog gepleegde misdaden, welkdanig deze ook waren, gepleegd geworden en mogen niet geamnestieerd worden. Onzes inziens, zijn al te tekortkomingen tijdens die verstoorde periode, thans vatbaar voor vergeving, zonder herneming van het onderzoek en de behandeling der afzonderlijke gevallen, zonder de misdaden van politiek uitzicht te onderscheiden van de andere.

Iedere maatregel die voor gevolg zal hebben de in zekere middens door deze veroordeelingen verwekte verbittering te doen verdwijnen, ieder voorwendsel te ontzenuwen, dat van aard zou zijn een voor de nationale gedachte vijandige gisting te doen ontstaan, kan op onze toetreding rekenen, dewijl hij het teeken zal zijn van de genadigheid die aan de sterke machten past en hij, aan de anti-nationale elementen, ieder voorwendsel zal ontnemen om zich voor verdrukten te doen doorgaan.

J. DESTRÉE.
J. MERLOT.
